



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015

Assemblée générale _ 21 mai 2016

La CLEF a un rôle de tête de réseau

La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes a été créée en 1991. C'est une coordination nationale qui réunit 65 associations féministes qui interviennent dans tous les domaines de la société, au regard des droits des femmes. Elle porte les valeurs de laïcité, justice sociale, égalité femmes-hommes, solidarité, les combats pour l'indépendance économique des femmes, la parité, la lutte contre les violences faites aux femmes, les droits sexuels et reproductifs et l'éducation à l'égalité...

Elle œuvre pour la reconnaissance et la mise en acte de l'égalité des femmes et des hommes afin de construire ensemble une société responsable et solidaire.

Elle prend en compte, tant au plan de l'expertise que de l'action, tous les thèmes et enjeux qui concernent les femmes.

La CLEF poursuit le développement de ses activités prioritairement dans une perspective européenne et internationale. Elle soutient les actions en faveur des droits des européennes et de l'égalité menées par le LEF. Elle s'inscrit dans un mouvement de solidarité avec les femmes du monde entier en particulier celles des zones de l'Euro Méditerranée et de la Francophonie. La CLEF souhaite, par son engagement quotidien, être solidaire de leurs luttes.

Agenda

Conseil d'administration

Le samedi 14 février

Le mercredi 18 mai

Le samedi 19 septembre

Le samedi 21 novembre

Bureau

Vendredi 13 février

1^{er} avril

7 octobre

Mercredi 16 septembre

20 novembre

Réunion de pôles

Mercredi 3 décembre



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

La Coordination Française
pour le Lobby Européen des Femmes

Les nouvelles associations adhérentes en 2015 - 2016



Institut en santé Génésique



Valeurs de femmes



Association Ambroise Croizat



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Visibilité de la CLEF

17 Communiqués de presse :

- Charlie Hebdo : la liberté d'expression ; un combat qui se paye très cher ! – LDIF (06/01)
- Lancement de la campagne DROITS HUMAINS POUR TOU-TE-S ! (26/02)
- De l'importance de la sémantique dans les droits des femmes ou 10 mots clés pour faire avancer l'égalité et les droits des femmes – Petit bréviaire journalistique - Chiennes de gardes, OLF ! Femmes solidaires, LibreS Mariannes (04/03)
- Appel du 8 mars pour la journée internationale des droits des femmes (08/03)
- En Mars, nous construisons la maison de l'égalité - Campagne du Lobby Européen des Femmes : S'impliquer pour Pékin+20 ! (12/03)
- Pénalisation des victimes, impunité des auteurs : un vote qui déshonore le Sénat - LibreS Mariannes (08/04)
- Une entrée massive des femmes dans les conseils départementaux mais pas à leur tête (03/04)
- Le suffrage universel date seulement de 70 ans - lancement d'une campagne de mobilisation (29/04)
- « Aux grandes femmes et hommes, la patrie reconnaissante »(27/05)
- Chiennes de garde / CLEF : La lutte contre les stéréotypes dans la publicité, un engagement recommandé à l'ARPP (28/05)
- LDIF/CLEF : Les 7 défis des Jeux Olympiques (23/06)
- Le courage d'une championne victime d'une agression homophobe
- L'Eglise de France n'a toujours rien compris au droit des femmes – LDIF (02/10)
- Lettre ouverte au Président de la République : Le droit d'asile n'est pas neutre du point de vue du genre : la crise des réfugié.e.s en Europe d'après une perspective féministe (13/10)
- Attentats : Réaffirmons nos valeurs d'égalité femmes-hommes, de liberté et de laïcité ! (24/11)
- De l'importance de la sémantique dans les droits des femmes (25/11)
- Les droits des femmes mis en péril par le FN (10/12)



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

8 Courriers

- Courrier du CIO au LEF (26/01)
- Courrier à la Présidente du LEF « Représentation au sein de la Fondation des femmes de l'Euro Méditerranée » 30/03
- Lettre adressée à la Chancelière Allemande Angela Merkel concernant la prostitution en Allemagne (22/03)
- Lettre au Président de la République sur la directive maternité (02/04)
- Interpellation des présidents de groupe du Conseil de Paris CLEF/LDIF : Soutien du Conseil au projet de candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques de 2024 (09/04)
- Lettre (Réseau Ruptures, REFH, CLEF) à Najat Vallaud Belkacem "Instauration d'une journée Climat" dans les établissements scolaires (15/06)
- Lettre ouvert à Amnesty international « NON À LA LÉGALISATION DE LA PROSTITUTION » (27/07)
- Lettre ouverte aux sénateurs concernant l'obligation de signaler les violences par les médecins (07/09)

5 Articles / Tribunes de nos membres

- L'Express : Laïcité : le mot de 2015 par Annie Sugier, vice-présidente de la CLEF
- Disparition de la féministe Monique Antoine-Timsit par Martine Storti (30/03)
- Tribune " Le porc, les femmes et le philosophe" Par Martine Storti, Huffingtonpost (21/10)
- Tribune « Radicalisation dans le sport amateur. A quand des actes à la hauteur des enjeux ? » par Annie Sugier co signée avec Julian Jappert, directeur du think tank Sport et Citoyenneté dans Médiapart (19/10)
- Article « Marine et Marion Le Pen ou le partage des tâches... contre les femmes » par Martine Storti dans TV5 Monde – Terriennes (10/12)



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Présence sur les réseaux sociaux et sur internet:

page Facebook

twitter Action en partenariat avec l'association Chiennes de garde pour dénoncer la publicité sexiste d'un cabinet d'expertise comptable du réseau Mazars

Site internet : www.clef-femmes.fr



Mobilisation

- Rassemblement en soutien aux lycéennes nigérianes #bringbackourgirls au Champs de mars (14/04)
- Mobilisation pour la résolution européenne de la directive maternité (mai)
- Second vote des députés pour la loi contre le système prostitutionnel : rassemblement devant l'Assemblée nationale (12/06)
- Signature et soutien de l'appel « Soutenir les femmes face au dérèglement climatique » (16/10)
- Rassemblement pour les femmes exilées (18/10)
- Manifestation contre la violence machiste, Place de la Sorbonne (7/11)
- Soutien pétition « @CHTaubira sensibilisez les magistrat-e-s aux propos minimisant les violences patriarcales. » (Novembre)



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Les activités de la CLEF

Les moments forts des commissions et leur travail

Pôle Liberté

Commission Lutte contre les extrémismes religieux

Animation : Bernice Dubois

La Commission a organisé un colloque « 20 ans de lutte contre les extrémismes religieux pour les droits des femmes en Europe » à la Maison de l'Europe (05/03) au cours duquel le livre blanc réalisé par la commission a été présenté.



Soutien de la ville de Bordeaux à Asia Bibi à Bordeaux

A la demande de la CLEF, après la Maire de Paris Anne Hidalgo, le Maire de Bordeaux, Alain Juppé, a accepté de participer à notre campagne pour demander la libération d'Asia Bibi aux autorités pakistanaises. Le jeudi 19 mars, le portrait d'Asia Bibi a été dévoilé dans la cour de l'Hôtel de ville par Alain Juppé en présence de personnalités bordelaises.

Françoise Morvan a assisté à cette cérémonie pour témoigner de la solidarité et du soutien de la CLEF, aux nombreuses femmes comme Asia Bibi qui sont victimes dans le monde de l'obscurantisme religieux.

Commission Droits sexuels et reproductifs

Animation : Annie Laurence Godefroy

En 2015 la commission qui avait commencé à travailler fin 2014 s'est réunie 6 fois.

Après avoir fêté les 40 ans de la loi Veil il nous est apparu que malgré les avancées faites (abandon du délai de réflexion, mise en place d'une plateforme téléphonique et d'un site web), il persiste des difficultés en France pour avoir une IVG dans les délais, respectant l'anonymat, avec un accueil respectueux pour la femme en demande d'IVG. Ceci s'explique pour plusieurs raisons : la première étant la clause de conscience non seulement pour le médecin mais aussi pour les cliniques privées, la diminution des médecins qui pratiquent les IVG (médecins partant en retraite et non formation de nouveaux médecins), le non-respect de l'anonymat et le délai trop long parfois pour avoir un rendez-vous dans les délais dans certaines structures, sans compter les déserts géographiques qui entrent en ligne de compte.

Une enquête a été faite auprès d'un hôpital Le Belvédère à Rouen bien préparé à la gestion des IVG et exemplaire dans la prise en charge d'une demande d'IVG

Notre deuxième intérêt fut celui de **la sexualité chez les personnes en situation d'handicap** et dans un premier temps nous avons fait venir une sexologue puis une deuxième réunion nous amena à parler des aidants sexuels et de notre opposition à l'emploi de ceux-ci demandés dans plus de 80% des cas par les hommes, qui est en fait un achat de services sexuels s'apparentant à la prostitution, à une marchandisation du corps. Une réflexion doit se faire pour rendre les lieux de convivialité plus faciles d'accès ce qui permettrait aux personnes de sortir et de pouvoir faire des rencontres y compris des rencontres amoureuses.

Notre troisième centre d'intérêt fut celui de **la gestation pour Autrui** que nous avons abordé de plusieurs manières :

- Les risques médicaux d'une grossesse normale et ceux liés à une hyperstimulation que nous faisons courir à une femme qui va porter un enfant pour quelqu'un d'autre.
- Le coût réel d'une GPA a été étudié également et la compensation que cela entraînerait.
- mais comme nous étions toutes d'accord et toutes contre la GPA (comme marchandisation du corps des femmes et achat d'enfant), nous avons étudié jusqu'où pouvaient aller les dérives dans un pays où la GPA est devenue un véritable business inscrit dans le PIB : l'Inde.



La CLEF en partenariat avec le LEF s'est chargée de l'animation du séminaire organisé par l'Alliance Internationale des femmes, en octobre 2015 sur la GPA & les mères porteuses .

La responsable de la commission est intervenue à la première table ronde en identifiant les risques liés à la grossesse et par conséquent lorsqu'on a recours à la GPA.

Notre quatrième centre d'intérêt fut celui de **l'accouchement sous X** et de l'importance de le conserver avec des aménagements pour que l'enfant puisse avoir quelques renseignements (un recueil d'informations non-identifiantes).

Le risque serait grand en cas de suppression de l'anonymat de voir augmenter la morbidité/mortalité à la naissance et ses conséquences sur la santé des enfants et des mères, de voir se réinstaller les tours d'abandon et de voir augmenter le nombre des infanticides.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Notre cinquième centre d'intérêt fut celui du **signalement concernant les mineures victimes de violences et d'agressions sexuelles**

La France ayant ratifié en juillet 2014 la convention d'Istanbul, elle se devait de mettre sa législation en conformité pour faciliter le signalement et lutter ainsi plus efficacement contre les violences faites aux femmes et aux enfants : violences physiques et sexuelles, mariages forcés, mutilations sexuelles féminines.

Commission violences

Animation : Marie Gabrielle Campana

Après le vote historique en 2013, par les députés de l'abolition du système prostitutionnel, la commission de lutte contre les violences de la CLEF a axé son travail sur le lobbying afin d'accélérer le processus parlementaire pour l'adoption définitive de la loi. De plus, la commission s'est concentrée sur plusieurs thématiques comme l'analyse de la loi du 4 août pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et ses nouvelles dispositions, une réflexion autour de la notion de féminicide et droits humains, le harcèlement de rue, etc.

La responsable de la commission a été mandatée pour représenter la CLEF et donc la France à l'Observatoire européen des violences faites aux Femmes du LEF. Au cours de l'année elle a eu l'occasion de participer aux travaux de l'observatoire. Les réunions de la Commission ont été l'occasion d'informer les membres sur ce qui se passe au niveau européen et du travail transversal effectué avec les européennes.

Pôle Egalité

Commission parité

Animation : Armelle Danet

Elections départementales fin mars 2015 :

Communiqué de presse: « Une entrée massive des femmes dans les conseils départementaux mais pas à leur tête »

Elections régionales de décembre 2015 :

- entre les deux tours, un communiqué de presse d'alerte sur le FN et les politiques d'égalité femmes hommes.

2015 : 70 ans du premier vote des femmes

Plusieurs actions ont été entreprises :

- un communiqué de presse : « le suffrage universel date seulement de 70 ans » accompagné d'un dossier de presse, qui est paru le 29 avril, date anniversaire du premier vote des femmes aux élections municipales de 1945.
- un livret citoyenneté à destination des jeunes qui ont atteint ou vont atteindre l'âge de voter, a été préparé avec l'aide de deux stagiaires
- un colloque le 21 octobre, date du premier vote des femmes aux élections législatives et de l'élection des premières députées. Le colloque: « Je suis jeune, je vote, pourquoi pas vous? » s'est tenu à la maison de l'Europe a été ouvert par Pascale Boistard, Secrétaire d'État aux droits des femmes et a réuni une soixantaine de personnes, dont des jeunes. C'était l'occasion de lancer le livret citoyenneté et de débattre autour de deux tables-rondes, l'une sur la démocratie au féminin et l'autre sur la citoyenneté des jeunes.



Commission Femmes et Sport

Animation : Annie Sugier

Compte tenu de l'actualité tragique de l'année 2015, dominée par les attentats terroristes islamistes, la Commission a considéré que l'une de ses priorités devait être de faire le lien entre le sport, activité populaire par excellence, et un principe proche de la laïcité – la neutralité -inscrite dans les règlements sportifs.

En effet, le sport est une activité à vocation éducative, qui se caractérise par des règles uniformes parmi lesquelles l'interdiction de toute expression politique et religieuse. En ce sens il est un outil d'apprentissage du respect d'une règle commune. En outre, s'agissant du sport féminin, ce thème permet d'aborder concrètement la question de l'émancipation en dehors des diktats vestimentaires imposés par la religion.

La deuxième priorité de la Commission a été de promouvoir la question de l'égalité femmes hommes dans la perspective des Jeux Olympiques de Rio 2016 et de la candidature de Paris aux JO 2024.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

C'est en tenant compte de ces deux priorités que les actions suivantes ont été menées :



- Début 2015, **rédaction de la brochure « Rio 2016, Appliquez la Charte Olympique ! »** qui identifie 7 exigences à l'intention des instances sportives et des politiques. Cette brochure, écrite en français et en anglais a été également traduite en portugais.
- Lettre du 19 juin 2015, à la Maire de Paris afin de lui présenter les 7 revendications contenues dans la brochure citée plus haut.
- Lettre du 23 juillet 2015, au Secrétaire d'Etat aux Sport, Thierry Braillard, afin de lui proposer que soit intégrée la dimension laïcité dans le plan d'action « Citoyens du Sport ».
- Intervention à Londres le 25 octobre 2015 lors de la conférence « Feminism In London », au cours du panel 'Campaigning for Change'
- Participation à un débat sur Eurosport le 19 novembre sur le thème « les signes religieux ont-ils leur place dans un stade? »
- Intervention au Croisic, le 28 novembre, dans le cadre d'une manifestation sur le thème « femmes et sport », comportant une exposition, un film sur Alice Milliat et une conférence.
- Analyse de la révision de la Charte de l'UNESCO approuvée en novembre 2015 à Paris par la conférence générale de l'UNESCO, et publication le 22 décembre 2015 d'une tribune, dans Médiapart, co-signée avec le Think Tank Sport et Citoyenneté, dénonçant l'abandon de l'universalisme pour le relativisme culturel.

Commission Culture

Animation : Blandine Pelissier

La commission culture par l'intermédiaire de sa représentante a contribué au rapport alternatif CEDEF de la CLEF avec, comme demandes :

- la pérennisation de l'Observatoire de l'égalité au sein du Ministère de la Culture et de la Communication, l'extension de sa mission à tous les domaines des arts et de la culture (arts plastiques, littérature etc.) ainsi que la large diffusion de ses rapports.
- la pérennisation de l'exigence de parité dans les short-lists et dans les nominations, l'introduction d'une obligation de résultats en matière de nominations aux postes de direction des institutions culturelles et l'introduction, dans les cahiers des charges des structures culturelles, de quotas permettant un meilleur équilibre entre femmes et hommes dans les programmations et les moyens de production qui leur sont accordés.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

- l'introduction massive d'œuvres de femmes dans les programmes de l'Education Nationale et dans les répertoires des formations artistiques, ainsi que la valorisation du matrimoine (c'est-à-dire les œuvres des femmes artistes effacées d'une histoire écrite au masculin).
- La révision urgente de la réforme du code de l'Unédic du 26 juin 2014 sur le régime des intermittents, particulièrement fragilisant pour les plus précaires, principalement les intermittentes.



Le 19 septembre 2015 en partenariat avec le collectif Midi Minuit du Matrimoine et le Mouvement HF la CLEF a participé à la manifestation artistique organisée place Colette, devant la Comédie Française, à Paris, pendant les Journées du Patrimoine.

La Commission culture a décidé de continuer à suivre pour 2016 le fil conducteur du Matrimoine : Patrimoine signifie littéralement « héritage des pères ». Ainsi, nous construisons notre mémoire culturelle sur un socle de biens artistiques à 95% masculins. Construire du matrimoine consiste à faire émerger l'« héritage des mères », à rendre à nouveau visibles les biens artistiques transmis par les femmes qui nous ont précédé.es, afin de les intégrer à notre héritage global, de leur donner la place qu'elles auraient dû avoir si l'Histoire ne s'était pas écrite au masculin.

Pôle Solidarité

Commission Pauvreté et Exclusion sociale

Animation : Françoise Morvan*

Pour certaines femmes, la conjoncture actuelle aggrave de jour en jour leur situation. Aussi la CLEF a jugé utile en 2015, de mettre en place une commission pauvreté et exclusion sociale pour permettre à ses associations membres de réfléchir et d'élaborer des pistes de travail pour faire évoluer cette triste réalité. Plusieurs réunions de réflexions et partage d'expérience ont eu lieu dans l'année. En octobre 2015, la commission a accueilli Mary Collins, Senior Policy and Advocacy Coordinator au Lobby Européen des Femmes, qui nous a exposé les grandes lignes des politiques européennes de lutte contre la pauvreté et également le combat du LEF pour les femmes en matière d'exclusion sociale. Cette réunion a permis d'avoir une vue globale sur la situation européenne et plusieurs pistes de travail ont été élaborées.

La commission a décidé en 2016 de prendre contact avec les féministes belges qui ont mis en place la « plateforme féministe Socioéconomique » et ainsi profiter de leur expérience dans le but d'installer une plateforme similaire décentralisée en France avec la même déclinaison de partenariats.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Commission Europe et Internationale

Au niveau International

Animation : Françoise Morvan

Rapport alternatif CEDEF

En 2015, après 2 ans de travail sur son rapport alternatif, la CLEF en a achevé la rédaction et a pu présenter une synthèse de ce rapport, lors d'une matinée de travail avec ses membres en mars 2015.

Plusieurs modifications ont été apportées par rapport à la première version pour être tenir compte de l'actualité des droits des femmes.

La CLEF a également été auditionnée par la Commission internationale du Haut Conseil à l'égalité pour présenter les conclusions et les recommandations de son rapport alternatif.

Le rapport a été traduit en anglais en vue de sa présentation devant le Comité des expert CEDEF en juillet 2016 à Genève.



La 59^{ème} CSW

Depuis de nombreuses années la CLEF participe activement aux sessions de la CSW qui ont lieu à New York aux Palais des Nations Unies. La CLEF était présente la première semaine de cette 59^{ème} CSW, dite de "haut niveau".

Au cours de cette session et en cette année particulière en termes de conflits de par le monde et d'insécurité pour les femmes et les filles, les fondamentalismes religieux ont été dénoncés aussi bien par les États que les ONG. Le relativisme culturel a été mis en cause, les coutumes, les traditions ont été désignées comme responsables des violences perpétuées contre les femmes et les filles. Certains pays ont témoigné de leur volonté de faire progresser les droits sexuels et reproductifs des femmes dont le droit à l'avortement. Mais le constat est loin d'être positif partout, de graves régressions persistent en Europe, en Amérique latine, sur le continent africain en matière d'autonomisation des femmes et du contrôle de leur corps par elles-mêmes.

La présence de la Secrétaire d'Etat, Pascale Boistard a rythmé les activités de la CLEF qui a tenu à assister à tous les événements ministériels. Lors de la cérémonie d'ouverture, Pascale Boistard est intervenue juste après le président Ban Ki Moon, en qualité de présidente du Conseil de Sécurité. (<http://femmes.gouv.fr/pascale-boistard-a-lonu-la-france-poursuivra-avec-force-son-action-en-faveur-de-legalite-femmes-hommes-csw59/>). Son discours a été très clair sur les défis qui restent à réaliser pour parvenir à l'égalité et aussi sur les violences inacceptables subies par les femmes en 2015.





Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Durant cette 59^{ème} CSW, la CLEF en partenariat avec la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée, le Forum Femmes Méditerranée, la Fédération de la ligue démocratique des droits des femmes (FLDDF -Maroc) et le Lobby européen des femmes a organisé un atelier parallèle le 14 mars 2015 « Pour l'universalisation de la Convention d'Istanbul et la mise en place d'un mécanisme de suivi - Évaluation des mécanismes internationaux concernant les violences faites aux femmes ».



La CLEF et la COP 21 / Genre et Climat



L'échéance de la COP 21 en décembre 2015 a mobilisé la CLEF tout au long de l'année autour de la thématique « genre et climat ». A cette occasion la CLEF a réaffirmé qu'il **ne saurait y avoir de développement durable sans le respect des droits fondamentaux des individus, au premier chef desquels, le droit des femmes à disposer librement de leur corps**. Nous avons organisé en juin une formation pour sensibiliser nos associations aux enjeux de la question climatique en matière de droits des femmes.

Françoise Morvan a fait partie de 100 premier.e.s signataires de l'appel du HCE lancé par Danielle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, Catherine Coutelle et Chantal Jouanno respectivement présidentes des délégations aux droits des femmes de l'Assemblée nationale et du Sénat, au Quai d'Orsay lors de la Conférence du 16 octobre 2015.

La CLEF partie prenante du Groupe français « Genre et justice climatique », est signataire de son texte de position « Pour des politiques climatiques intégrant l'égalité femmes – hommes ».

En amont de l'ouverture de la COP 21, la CLEF a organisé un atelier lors de la journée débat « Féministes pour la justice climatique » le 28 novembre 2015 à l'hôtel de ville de Paris.

Tour de France de l'Égalité



En 2015 la CLEF et son association membre, Réussir l'égalité femmes hommes ont initié le projet d'un Tour de France de l'égalité autour de la Convention pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes (CEDEF).

Ce projet, qui doit durer 3 ans, a pour but de valoriser et mieux faire connaître la CEDEF en France auprès des responsables politiques et institutionnels, des professionnels du droit et de l'éducation, des étudiant.e.s et du grand public.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Au niveau Européen



#BougezPourl'IVG

Quarante ans, jour pour jour, après la promulgation de la loi Veil autorisant l'avortement, le collectif « Féministes en mouvement » organisait, samedi 17 janvier, à la mairie du 4^e à Paris, une journée de débats et d'échanges, intitulée #BougezPourl'IVG. Face au terrible constat de 47 000 femmes qui décèdent chaque année dans le monde des suites d'un avortement clandestin, soit une femme toutes les huit minutes, l'objectif de cette journée était de "renouer avec un combat offensif et obtenir le droit à l'avortement pour toutes les femmes d'Europe". Plusieurs membres de la CLEF sont intervenues sur les tables rondes, notamment, pour exiger sur le plan européen que l'avortement soit reconnu comme un droit fondamental par tous les Etats membres. La présidente du LEF était présente ainsi que des féministes hongroises, irlandaises et espagnoles, invitées par la CLEF.



Journée d'études franco-allemande "femmes et ville"

Cette rencontre organisée en partenariat avec l'association « Genre et Ville » et la « Fondation Jean Jaurès », le 6 juin 2015, au Pavillon de l'Arsenal à Paris, a eu pour objectif de réunir une équipe de travail dans le cadre d'un projet d'échange franco-allemand sur la facilitation de l'insertion professionnelle des femmes. Le parti pris adopté par la CLEF a été d'étudier l'espace public comme frein ou encouragement à l'indépendance et l'autonomie des femmes.

Partant du principe que les initiatives de politique de genre appliquées à l'espace urbain nécessitent un engagement fort de la part des décideurs au plus haut niveau, porté par un large consensus, nous avons imaginé que nos travaux prendraient d'autant plus de force qu'ils seraient portés par plusieurs pays européens. La CLEF envisage, au cours des prochaines années, l'organisation d'un Tour d'Europe des bonnes pratiques autour de la thématique « Genre et territoire » avec une série de rencontres, nous conduisant d'une ville à l'autre en Europe. Ce projet sera une opportunité pour chaque ville de mettre en avant ses pratiques, de partager avec les autres, de confronter les points de vue, de renforcer ses actions grâce à l'échange, et de réaliser des partenariats.

Consultation européenne

Par l'intermédiaire de sa commission Europe et International, la CLEF a répondu à la *consultation publique lancée par la commission européenne*, en amont de l'adoption d'une nouvelle stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2015-2020), qui interviendrait dans le cadre d'une réadaptation de la « stratégie 2020 ».

Diverses interventions de la CLEF Europe et international

- ❖ Participation au 6ème rencontre euro-méditerranéenne des femmes leaders en affaires et politiques au siège des institutions européennes à Madrid -7 juillet 2015. Françoise Morvan est intervenue à la table ronde 4 sur l'analyse comparative des droits des femmes dans le sud de l'Europe



- ❖ A l'occasion du colloque international « Pas de gouvernance démocratique sans les femmes » organisé par l'association Regards de femmes en partenariat avec le Conseil Régional Rhône-Alpes et le soutien de Fiducial aux Palais des Nations unies à Genève, le 7 septembre 2015, la CLEF est intervenue pour présenter la campagne du LEF 50/50 sur la place des femmes en politique.

- ❖ En partenariat avec la Fondation Jean Jaurés, le 20 octobre la CLEF a rencontré les député.e.s européens à Bruxelles et est intervenue sur « Pékin+20 : où en sont les droits des femmes ? » à la Fondation européenne d'études progressiste.



- ❖ La CLEF a participé au Séminaire « LES FEMMES ACTRICES D'UN AUTRE MODE DE DÉVELOPPEMENT DANS LA SOCIÉTÉ POST-CARBONE », le 6 novembre à Paris au LASAIRE (LABORATOIRE SOCIAL D'ACTIONS D'INNOVATIONS DE REFLEXIONS ET D'ECHANGES). Notre présidente est intervenue sur les régressions sociétales et structurelles qui freinent l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dans notre monde post 2015. Elle a ensuite exposé plusieurs stratégies concernant le changement en particulier autour des 17 ODD (Objectifs du développement durable). La CLEF a réaffirmé que le développement durable est conditionné au droit des femmes à disposer de leurs corps. Il est également conditionné à la lutte contre la pauvreté et à la place faite aux femmes dans la société



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Le cycle de formations de la CLEF

Les formations de la CLEF sont des temps de réflexion, d'échanges et de mutualisation des bonnes pratiques. Pour le cycle 2015, nous avons organisé 4 formations sur différentes thématiques en lien avec les droits des femmes :

1. Formation Femmes migrantes « Réseau européen Mêmes droits Même voix » au Centre Hubertine Auclert (13/02)
2. Formation laïcité « La Laïcité au regard des droits des femmes en Europe » au patronage Laïque Jules Valés (26/02)
3. Formation « Agir pour l'égalité salariale : une formation action » à la Maison des associations du 9^{ème} arrondissement (04/03)
4. Formation « La COP 21 : une opportunité pour les Mouvements féministes » à la Maison des associations du 9^{ème} (19/06)



Les actions de la CLEF en partenariat

➤ Abolition 2012

En 2015, la CLEF, au sein du collectif Abolition 2012, a renforcé son lobbying auprès des parlementaires par l'envoi de lettres et de communiqués de presse, afin que la loi présentée en 2013 soit adoptée en l'état sans être vidée de son contenu, lors des navettes parlementaires. En 2015 les associations ont dû redoubler de vigilance et rester sans cesse mobilisées auprès des parlementaires.



Le vendredi 12 juin 2015, la CLEF et les associations du Collectif Abolition 2012 se sont retrouvées devant l'Assemblée nationale pour le second vote des députés qui ont adopté la proposition de loi renforçant la lutte contre la prostitution et réaffirmé le principe de pénalisation des clients de prostituées. Une pénalisation contre laquelle les sénateurs avaient voté en mars 2015.

La CLEF a été aussi signataire d'une lettre ouverte adressée au bureau d'Amnesty International (17/07) protestant contre son « projet de politique sur le travail du sexe ». Pour rappel ce projet, préconisant une décriminalisation de l'industrie du sexe, a été adopté par le Conseil international d'AI, en août 2015, et.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

➤ CFDT

Notre présidente est intervenue à un colloque organisé par la CFDT pour « Les 40 ans de promulgation de « la loi VEIL ». Elle a dressé un constat sur l'exercice du droit à l'avortement en France et en Europe et elle a réaffirmé que les droits sexuels et reproductifs sont une condition indispensable à l'égalité femmes hommes.

➤ Centre Hubertine Auclert

La CLEF a assisté aux conseils d'administration et à l'Assemblée générale du Centre Hubertine Auclert durant l'année 2015.

➤ CNCDH – Commission nationale consultative des droits de l'Homme

Les activités de la CLEF au sein de la CNCDH s'articulent particulièrement sur les travaux du pôle A « Société, éthique et éducation aux droits humains »: Les plénières auxquelles la CLEF a participé ont eu lieu les 29 janvier, 12 février, le 19 mars, 16 avril, le 21 mai et le 2 juillet. Sur proposition du CA du 18 mai 2016 il a été convenu que Brigitte Martel Baussant restait titulaire pour la nouvelle mandature qui s'est mise en place le 10 décembre 2015. Elle participera particulièrement sur l'année 2016 aux travaux des plénières et commissions puis passera le relais progressif à la suppléante en 2017 pour organiser un tuilage de transfert des informations et compétences.

Voici la liste des avis de la CNCDH pour l'année 2015 :

- 1) **Avis sur le sommet humanitaire mondial** : 12 février 2015 (auto-saisine) Format JO
- 2) **Avis sur la lutte contre les discours de haine sur Internet** : 12 février 2015 (auto-saisine) Format JO
- 3) **Déclaration pour le retrait de la proposition de loi sur la laïcité** : 19 mars 2015 Format JO JORF n°0073 du 27 mars 2015 page texte n° 99 / NOR: CDHX1507476X
- 4) **Avis sur la Conférence de Bruxelles relative à la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme et à l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme** : le 19 mars 2015 (Saisine par le MAEDI) Format JO JORF n°0073 du 27 mars 2015 page texte n° 98 / NOR: CDHX1507478V
- 5) **Avis sur le Développement, l'environnement et les Droits de l'homme** : le 16 avril 2015(Autosaisine) Format JO : JORF n°0119 du 24 mai 2015 page texte n° 50 / NOR: CDHX1509710V
- 6) **Avis sur le consentement des personnes vulnérables : 16 avril 2015** (Saisine par Secrétaire d'Etat chargée de la famille, des personnes âgées et de l'autonomie)
- 7) **Avis sur le projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc** : le 21 mai 2015 (Autosaisine) Format JO
- 8) **Avis sur la réforme du droit des étrangers** : le 21 mai 2015 (Saisine par le Ministère de l'intérieur) Format JO
- 9) **Avis sur le projet de loi relatif au renseignement dans sa version enregistrée le 1er avril 2015 à la Présidence de l'Assemblée nationale** : le 21 mai 2015 (Autosaisine) Format JO

La présence des associations féministes est particulièrement importante pour les avis de la CNCDH, dont les membres n'ont que peu de culture de l'égalité femmes - hommes et se contentent souvent d'une affirmation de principe d'égalité tout en défendant un relativisme culturel qui conduit souvent à des prises de position contestables sur plan de la défense des droits des femmes. Il est à noter une véritable progression chez les membres de l'importance de la mention des droits des femmes dans la rédaction des avis mais il y a encore des résistances à vaincre.

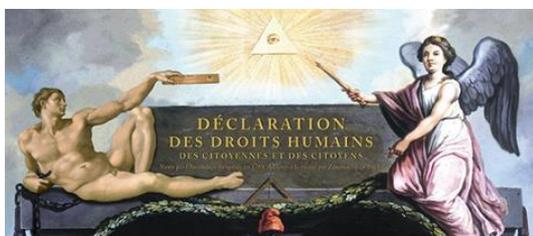
Nous avons particulièrement travaillé à la rédaction de l'avis sur le consentement mais également sur la réforme des droits des étrangers ainsi que sur les Droits de l'homme et environnement. Dans l'attente de la nouvelle mandature, nous avons participé à la rédaction du premier rapport sur la Traite en France avec l'ensemble du personnel de la CNCDH et les membres volontaires.

Nous demandons régulièrement à la CNCDH qu'elle adopte les termes « droits humains » en remplacement de « droits de l'Homme ». Ce plaidoyer est approuvé par une grande partie des membres, espérons que nous aurons un jour la majorité en plénière pour obtenir cette dénomination hautement symbolique

➤ **Le Collectif Droits Humains**

Lancement de la campagne DROITS HUMAINS POUR TOU-TE-S !

Le collectif Droits humains, créé par des actrices et acteurs de la société civile, a lancé la campagne



Droits humains pour tou-te-s le 25 février 2015. Cette campagne vise à obtenir l'abandon par les institutions de la République française de l'expression « droits de l'Homme » pour la remplacer par celle de « droits humains ».

Une Pétition adressée au gouvernement français, a pour vocation d'attirer l'attention du grand public sur la campagne, dont l'enjeu dépasse largement un simple débat terminologique.

L'Appel du collectif Droits humains (sur droitshumains.fr) permet de rendre visible l'ampleur de la mobilisation et de convaincre les actrices et acteurs politiques et institutionnel-le-s de la nécessité

Le collectif Droits humains a rédigé un argumentaire détaillé (sur droitshumains.fr) qui expose les raisons de sa demande. Cet argumentaire en cinq points vise à répondre aux principales justifications produites pour conserver l'expression « droits de l'Homme ».

Une Conférence de mobilisation

La CLEF a fait partie de l'équipe organisatrice de la Conférence du 21 mai 2015 à la Mairie du 10^{ème} et de l'évènement du 10 décembre à la Mairie du 2^{ème}



➤ **Collectif Excision parlons-en !**

A l'occasion de la journée internationale de lutte contre les mutilations sexuelles féminines La CLEF, s'est associée à l'initiative #Nonalexcision. Elle a participé à l'happening à la Fontaine des Innocents à Paris, le 6 février 2015, journée internationale de lutte contre les mutilations sexuelles féminines.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**



➤ FACE Projet DAPHNE III <http://carve-daphne.eu/>

Le partenaire français FACE (Fondation Agir Contre l'exclusion) initiateur du projet européen a présenté l'étude nationale CARVE : « Comment les entreprises peuvent-elles s'impliquer dans la lutte contre les violences faites aux femmes ? » au siège de PSA Peugeot Citroën, en octobre 2015

➤ Mouvement associatif / CNL CAFF

La CLEF assure la présidence du Comité Nationale de Liaison des Coordinations Associatives Féminines et Féministes (CNLCAFF) depuis mai 2015. Elle participe régulièrement aux travaux du Mouvement associatif qui fédère plus de 600 000 associations en France, regroupées dans 700 fédérations et unions nationales et régionales. Le Mouvement associatif assure la présidence du groupe des associations au sein du CESE.



Le Mouvement associatif portevoix de la dynamique associative française a orienté son travail en 2015 sur 4 axes de réflexions et actions :

- L'engagement
- L'emploi
- L'économie
- Le dialogue civil

Le CNL CAFF a un rôle éminent à jouer au service de l'égalité femmes –hommes au sein du Mouvement associatif en faisant reconnaître la vitalité de nos réseaux et de nos combats, en particuliers lors du séminaire de travail des 4&5 novembre 2015 et au moment des discussions sur l'écriture du Manifeste du Mouvement associatif en décembre.

➤ Plateforme Genre et Développement / MAEDI

En 2015-2016, deux thèmes prioritaires ont été développés au sein de la plateforme genre et développement : « Genre et climat » et « Genre et jeunesse ».

La CLEF s'est engagée dans le groupe « genre et jeunesse ».

L'égalité des femmes et des hommes est un objectif de développement défendu par la France au nom de la défense et du respect des droits universels et de la lutte contre les discriminations. Les femmes en tant qu'actrices de leur société doivent avoir les moyens et les opportunités de s'exprimer, de prendre des décisions et d'agir dans tous les espaces de la société, sans interdictions. Ainsi le processus d'autonomisation et de renforcement des pouvoirs est-il au cœur de l'approche genre.

En donnant une visibilité aux rapports sociaux de sexe, la coopération française veut garantir une plus grande pertinence, un meilleur impact et une plus grande viabilité à sa politique de coopération au développement. L'intégration de l'approche genre a contribué à mettre en œuvre la Déclaration de Paris et la stratégie française de la gouvernance démocratique.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

➤ Les femmes sans voile d'Aubervilliers

La CLEF a participé au rassemblement du 10 juillet à l'occasion de la journée sans voile, place de la République.



➤ #Bringbackourgirls

La CLEF était présente à la manifestation du 14 avril 2015 organisée, au Champs de mars, en solidarité avec les lycéennes enlevées par les intégristes de la secte islamiste Boko Haram au Nigéria. Un an après leur enlèvement, les associations ont voulu célébrer ce triste anniversaire afin que la communauté internationale se mobilise pour demander leur libération immédiate.

Les activités européennes de la CLEF en lien avec le LEF

2015 a été une année charnière pour le Lobby européen des femmes.



D'une part Le LEF a célébré son 25ème anniversaire et a élaboré une nouvelle Stratégie à long terme. L'élection d'un nouveau Parlement européen et d'une nouvelle Commission européenne, a eu un impact sur le contexte européen et donc sur le cadre de travail du LEF qui représente plus de 2000 organisations féministes en Europe. Enfin en 2015 le LEF a célébré le 20ème anniversaire de la Plateforme d'action de Pékin qui a coïncidé avec le nouveau cadre global pour le développement et l'environnement.

La délégation auprès du Lobby européen est un relais entre les activités européennes et nationales. Il s'agit de faire connaître, en France, l'actualité européenne en lien direct avec les droits des femmes et l'égalité et de la faire vivre dans le cadre du plan stratégique du LEF. Mais il faut également, intéresser l'ensemble des coordinations nationales des autres pays membres à notre réalité française et les inciter à la solidarité par rapport à nos luttes.

Avec le changement de leadership dans les institutions européennes, le Secrétariat du LEF a travaillé tout au long de l'année pour s'assurer que nos demandes pour les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes soient prises en compte par le nouveau Parlement européen et la nouvelle Commission.

En parallèle avec la sortie de leur Rapport Pékin + 20 « Des mots à l'action », le LEF a lancé une campagne « S'IMPLIQUER ! PEKIN+20 : 12 mois pour célébrer les 20 ans de la Plateforme d'action de Pékin et les 25 ans du Lobby européen des femmes » avec une série de douze événements et activités mensuels à Bruxelles avec le Parlement européen et les Organisations de la Société Civile.

Tout au long de l'année 2015, la CLEF a relayé la campagne du LEF en France. Chaque mois un thème fondamental pour les droits des femmes a été repris.

En **janvier**, nous exigeons l'**indépendance économique** des femmes : le fondement de tous les droits. Dans cette optique, le magazine "European Women's Voice" du LEF est publié le 28 Janvier 2015.



En **février**, nous demandons la **parité** à tous les niveaux de décisions politiques et économiques.

En **mars**, nous construisons la **maison de l'égalité** : une architecture européenne forte et durable en matière de droits des femmes et d'égalité de genre.

En **avril**, nous appelons à une approche holistique pour atteindre les plus hauts standards de **bien-être** et de **santé** pour tous.

En **mai**, nous demandons « miroir, miroir magique au mur »... une représentation juste et égale des **femmes dans les médias** en Europe.

En **juin**, nous affirmons : les femmes sont des **actrices du changement** vers un monde **écologique** et centré sur l'humain.

En **juillet**, nous osons dire « je suis une fille et je veux disposer de la même éducation que les garçons, une **éducation non stéréotypée** tout au Long de ma vie ».

En **août**, nous supportons son avenir : il faut **rendre les petites filles confiantes et fortes** pour assurer l'avenir des droits des femmes.

En **septembre**, nous nous mobilisons pour une **culture de paix** et de respect des droits des femmes.

En **octobre**, nous nous dressons pour le facteur féminin : donner du pouvoir aux femmes pour **éradiquer la pauvreté**.

En **novembre**, nous menons campagne pour une **Europe libérée des violences** contre les femmes.

En **décembre**, nous réaffirmons que **les droits des femmes sont des droits humains**.

Le LEF à la Commission sur le statut des Femmes

Le Lobby européen des femmes a été très actif durant la première semaine de la 59^{me} session de la Commission sur le Statut des Femmes à l'ONU (CSW59), dédiée à l'anniversaire des 20 ans de la Plateforme d'Action de Pékin. En amont du rassemblement à New-York, le LEF et ses membres ont envoyé des messages forts à l'UE et à ses États membres, leur demandant de réitérer leur soutien à la Plateforme d'action de Pékin, et de s'Engager, d'Accélérer, et de s'Investir dans les droits des femmes.





Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Le LEF a initié une déclaration des organisations de femmes d'Europe et d'Amérique du Nord, dans laquelle les organisations de femmes du monde expriment leur déception quant au manque d'ambition de la déclaration officielle de la CSW, par le langage édulcoré et la réticence à reconnaître le rôle critique des ONG de femmes et des militantes dans la lutte commune vers une égalité entre les femmes et les hommes.

Pierrette Pape, chargée de politiques et coordinatrice de projets au LEF, a été invitée à intervenir pendant l'événement de la CLEF, en partenariat avec la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée, sur la Convention d'Istanbul. Elle a présenté les kits d'actions et de lobbying du LEF, et discuté de la façon de renforcer les organisations de femmes dans les régions de la Méditerranée afin que leurs gouvernements ratifient la Convention du Conseil de l'Europe.

La campagne du LEF contre la prostitution

Le LEF a célébré le premier anniversaire de la Résolution du Parlement européen sur la prostitution et son impact sur l'égalité femmes-hommes avec un communiqué de presse "Il est temps d'agir maintenant pour mettre un terme à la prostitution et l'exploitation sexuelle ! Le LEF a appelé la commissaire européenne à l'égalité femmes-hommes, Madame Jourova, à mettre la prostitution et toutes les autres formes de violence envers les femmes dans la nouvelle stratégie de l'UE sur l'égalité femmes-hommes et les droits des femmes. Le communiqué de presse du LEF a été largement diffusé à travers les médias sociaux du LEF, les signataires de l'Appel de Bruxelles et ses membres dont la CLEF qui a relayé en France.

La stratégie de l'UE pour l'égalité entre les femmes et les hommes



trouvaient importantes.

Le LEF a activement mené la discussion et les activités dans la future Stratégie de l'UE sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Il a contribué à l'avis du Comité consultatif sur les égales opportunités de la Commission européenne, et a publié une déclaration forte pour le Forum de la Commission européenne sur l'avenir de l'égalité des genres. Les membres du LEF ont activement pris part au forum, et ont mis en lumière les questions qu'elles



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**



La directive maternité

Le LEF a fait une campagne active pour sauver la proposition de Directive maternité. La révision de la directive maternité a été initiée par la Commission en 2008, et cette directive révisée a été adoptée par une large majorité au Parlement européen le 20 octobre 2010. Elle a été envoyée au Conseil, qui a statué, sans la renvoyer au Parlement européen pour une deuxième lecture. Dix Etats membres ont bloqué cette législation, qui aurait apporté un minimum important de standards pour les femmes enceintes et les nouveau-nés. En lien avec le LEF, la CLEF a fait un lobbying actif auprès des parlementaires, de notre gouvernement et des partenaires sociaux pour soutenir le projet de directive maternité dans sa globalité.

La crise des réfugiées en Europe.

En 2015, le LEF a mis en exergue la situation particulière des femmes réfugiées dont la vulnérabilité les expose aux violences sexistes, aux dangers extrêmes faute de soins médicaux appropriés et de conditions de vie décente.

La CLEF a relayé la campagne d'information par une lettre auprès du Président de la République française et a organisé une journée de formation début 2016 concernant « les femmes migrantes et demandeuses d'asile »

Conseil d'administration du LEF

La CLEF était présente au Conseil d'administration du Lobby Européen des Femmes les 23-24-25 octobre 2015 à Bruxelles. Notre déléguée a participé à plusieurs ateliers :

- l'atelier stratégie de recherche de fonds
- l'atelier communication proposée aux administratrices
- l'atelier pour redémarrer la campagne 50/50 du LEF au moment des élections européennes 2019 (la participation des femmes en politique et l'enjeu des prochaines élections européennes)



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Le conseil administration du 23 novembre 2015

Membres du Bureau

Françoise MORVAN *Association des femmes franco-africaines de Paris*, Présidente

Annie SUGIER *Ligue du Droit International des Femmes*, Vice-présidente

Nadine BOUTEILLY *Libres MarianneS*, Secrétaire générale

Annie -Laurence GODEFROY, *Fédération GAMS* Secrétaire générale adjointe

Séverine LEMIERE, *FIT Une femme, un toit*, Secrétaire générale adjointe

Olga TROSTIANSKY, *Réussir l'égalité Femmes – Hommes*, Déléguée au LEF

Julie MURET, *Osez le féminisme !*, Déléguée Suppléante au LEF

Autres membres du Conseil d'Administration :

Esther FOUCHIER, *Forum Femmes Méditerranée – FFM*,

Anouk LEVEN, *Grand Chapitre Générale Féminin de France*

Blandine PÉLISSIER, *H/ F Ile-de-France*

Armelle DANET, *Elles aussi*

Martine STORTI, *Féminisme et Géopolitique*

Amina SHABOU, *Femmes Migrantes Debout*

Eugénie DOSSA-QUENUM, *Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté*

Nicole RENAULT, *RAJFIRE*

Equipe salariée :

Audrey ROBERT, chargée de mission